

Europe

LES ALLIÉS DU FRONT NATIONAL AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE

Nicolas Lebourg

10/10/2016

Pour des questions liées à son développement, le Front national a travaillé à la définition de son espace européen, mais aussi sélectionné des partenaires conformes à sa stratégie et à sa représentation du monde au sein du Parlement européen. Analyse avec l'historien Nicolas Lebourg, dans une note en partenariat avec la Délégation socialiste française au Parlement européen.

Avec Marine Le Pen, le Front national (FN) a intensifié la dimension souverainiste de son positionnement idéologique. D'ailleurs, le parti ne dispose plus à son bureau exécutif d'un vice-président en charge des affaires internationales. Mais, comme tout parti, le FN n'en demeure pas moins intégré à un écosystème international. Pour des questions liées à son développement (évolution lexico-idéologique et nécessité des financements permis par le fait de disposer d'un groupe parlementaire européen), il a travaillé à la définition de son espace européen, mais aussi sélectionné des partenaires conformes à sa stratégie et à sa représentation du monde au sein du Parlement européen.

Quel espace politique ?

Marine Le Pen cherche à donner une plus grande cohérence aux relations partisanes internationales du FN que celles que sa formation connut antérieurement. Lors de l'ascension de Marine Le Pen, le FN contribuait à l'Alliance européenne des mouvements nationaux (AEMN), fondée en 2009, reconnue comme parti politique européen en 2012 et présidée par Bruno Gollnisch – en charge des relations internationales frontistes depuis 1994. L'AEMN était une auberge espagnole, s'y trouvant, avec des statuts d'association variés, outre le FN, le Movimiento Social Republicano (Espagne), le Jobbik (Hongrie), le Movimento Sociale Italiano-Fiamma Tricolore (Italie), le British National Party (Grande-Bretagne), le Front national (Belgique), National Demokraterna (Suède), Svoboda (Ukraine), le Partido Nacional Renovador (Portugal), le Bălgarska Nacionalna-Patriotična Partija (Bulgarie) et le Vlaams Belang (parti nationaliste flamand de Belgique). L'alliance n'avait donc aucune cohérence idéologique ou programmatique, regroupant des mouvements qui

avaient des conceptions totalement divergentes tant sur la question nationale que sur les projets européens, des radicaux autant que des démocrates, des souverainistes comme des fédéralistes eurasistes. Ses membres se reconnaissaient juste des convergences quant à leur vision du monde. Marine Le Pen a tenté de donner forme à une structure plus homogène. L'objectif était clair : fonder un parti et un groupe parlementaire européens excluant les radicaux insérés dans la filiation fasciste. Elle a d'abord mis en place l'Alliance européenne pour la liberté, puis exigé en 2013 que Jean-Marie Le Pen et Bruno Gollnisch quittent l'AEMN, ce qu'ils firent. Finalement, les élections européennes de 2014 ont permis une remise à plat globale des relations internationales frontistes.

L'attitude de la présidente du FN s'inscrit dans le comportement de tous les partis de l'extrême droite populiste européenne depuis trente ans : éviter que leurs contacts internationaux ne leur valent d'être dénoncés comme fascisants auprès de leurs opinions nationales. Cette exigence a reporté dans un premier temps la formation d'un groupe au Parlement européen, le FN exposant : « Nous le regrettons à court-terme mais nous l'assumons comme choix moral et politique juste de long-terme » (communiqué du 24 juin 2016). Conséquemment, en octobre 2014 a d'abord été fondé non un groupe mais un parti : le Mouvement pour l'Europe des nations et des libertés (MENL), qui regroupe les eurodéputés du FN, de la Lega Nord (« Ligue du Nord », Italie), du Freiheitliche Partei Österreich (« Parti de la Liberté d'Autriche ») et du Vlaams Belang (« l'Intérêt flamand »), ainsi que des tchèques absents du parlement européen.

Alors que Marine Le Pen avait à maintes reprises souligné l'enjeu d'une organisation européenne des nationalistes lors de la campagne de 2014, le FN ne communique pas à propos du MENL. Ainsi, si l'extrême droite française a une expertise certaine en matière de communication sur les réseaux, le MENL n'a qu'un petit site web, au titre exclusivement en anglais – ce qui nuit à son accès pour un internaute français – et sur facebook ne dispose que d'une page minimaliste (246 likes à la mi-juillet 2016, 245 un trimestre après), et à la ligne manifestement peu contrôlée par les instances. Comme le FN, chacun des partis du MENL a connu une tension entre radicalité périphérique et insertion à la norme.

Quels partenaires ?

D'abord dirigé par d'anciens nazis, le FPÖ évolua rapidement dans deux directions idéologiques contradictoires : d'un côté, il était rejoint par d'authentiques libéraux qui voulurent lui voir jouer un rôle de parti d'appoint dans la coalition gouvernementale ; de l'autre, la tendance extrémiste continua à animer un courant national-allemand. La présence de cette tendance a pu justifier aux yeux des militants de gauche les manifestations « antifascistes » en Europe qui se sont déroulées lors de l'entrée du FPÖ au gouvernement en 2000. L'action de ses membres s'est en fait avérée

d'une stricte orthodoxie libérale, ce qui a entraîné une chute des suffrages de 26,9% en 1999 à 10% en 2002. Le parti a réinvesti le créneau xénophobe et populiste et sa politique d'alliance, comme avec les sociaux-démocrates dans le Land du Burgenland, à l'instar de ce qu'avait déjà fait le parti en coalition avec la social-démocratie entre 1983 et 1986. Cela ne change rien à l'orientation socio-économique du FPÖ, qui fustige le coût que représente la Grèce pour le contribuable autrichien. En revanche, il adopte la politique de condamnation des dérapages telle que Marine Le Pen la pratique : le parti s'est défait en 2014 de son théoricien Andreas Mølzer, après qu'il ait, entre autres, qualifié l'Union Européenne de « conglomérat de nègres ». De même, si le positionnement actuel peut être vigoureux à propos de l'immigration et de la crise migratoire, les saillies antisémites sont évacuées. N'en demeure pas moins que la force du FPÖ a la même origine que sa faiblesse : relever en grande part de la fatigue de l'électorat envers une offre politique très indifférenciée. Le FPÖ et le FN sont aujourd'hui d'autant plus proches que, pour chacun d'entre eux, la progression de l'autre lui sert à affirmer que le temps des partis nationaux-populistes serait venu en Europe, Marine Le Pen n'hésitant pas à parler de « printemps patriote ».

Le Vlaams Belang est une reformation du Vlaams Blok flamand. Fondé en 1978, le Vlaams Blok se revendique d'un nationalisme ethnique devant aboutir à une Europe des régions ethniques où les droits de l'individu doivent être « assujettis à la primauté de l'ensemble organique ». Le cadre est assez proche des courants nationalistes-européens développés depuis l'après-guerre, avec le soutien à la construction d'une armée européenne et la conception d'un marché unique européen certes protectionniste à l'extérieur, mais néolibéral à l'intérieur. Confiné à des scores groupusculaires dans les années 1980, le Vlaams Blok a connu une forte croissance de 1991 à 2004. Cette expansion électorale correspond à une phase de reformulation lexicologique : le parti cherche à moderniser son expression et ses thèmes afin d'élargir son assise électorale, sans produire un aggiornamento idéologique. En 2004, le Vlaams Blok rassemble 23,2% des votes aux élections européennes et, aux élections au Parlement flamand, il a doublé ses suffrages en une décennie. Cependant, trois de ses associations proches sont alors condamnées pour racisme. Face aux risques judiciaires et économiques, le parti se refonde sous le nom de Vlaams Belang. Il s'applique à transposer son discours du racisme vers l'islamophobie, et accentue son caractère néo-libéral. Son recentrage a d'abord été bien accueilli (en 2006, il devient le premier parti de la province d'Anvers). Mais, ensuite, il connaît un décrochage électoral persistant, au bénéfice de la Nieuw-Vlaamse Alliantie (« Alliance néo-flamande »), qui présente une version plus bourgeoise et gouvernementale des aspirations flamandes. Ainsi, l'impossibilité de participer aux institutions, de par le « cordon sanitaire » médiatico-politique qui lui était opposé, puis la banalisation de 2003, ont mené à une politique de dédramatisation qui, affaiblissant la portée anti-système du vote Vlaams Belang, a fini par favoriser la droite nationaliste. 32% des électeurs Vlaams Belang de 2007 choisissent la Nieuw-Vlaamse Alliantie en 2010, et entre les élections européennes de 2009 et

2014, le Vlaams Belang est passé de 9,9% à 4,2% des voix. Le VB montre ainsi clairement que la règle de l'autonomie de l'offre politique qui veut que « l'électeur préfère l'original à la copie » ne fonctionne pas que des partis libéraux vers les extrêmes, mais également de ceux-ci vers les partis plus insérés au système politique. C'est là une leçon qu'a aussi montré la vie politique italienne des dernières décennies.

Au sein de la péninsule transalpine, c'est avec la Lega Nord que le FN a tissé des liens. La Lega Nord est le seul mouvement ethno-nationaliste européen à se référer à un espace qui n'a jamais existé dans l'histoire : la « Padanie » nord-italienne, notion géographique antérieure à 1914 mais politiquement inventée par le groupuscule Stella Alpina dans les années 1970, auquel la Lega emprunte également son symbole. Fondée en 1982, la Ligue lombarde s'est unie à la Ligue Vénitienne pour donner naissance à la Lega Nord per l'indipendenza della Padania (« Ligue du Nord pour l'indépendance de la Padanie ») en 1989. L'outrance de son leader Umberto Bossi, perceptible même selon les critères de la vie politique italienne, lui a permis de s'imposer comme parti anti-système, mais non de convaincre ses électeurs de son projet de fondation d'une Padanie. L'usage d'une chemise d'uniforme, certes verte et non noire, montre le jeu transgressif de la Lega. Celle-ci a néanmoins évolué de l'indépendantisme à l'autonomisme, de même que les élus ligueurs ont appris à cesser d'injurier les Italiens du Sud afin de pouvoir nationaliser le parti : obtenant près de 20% des voix dans le Nord aux élections régionales de 1990, il n'en recueillait que 8,6% lors des élections nationales de 1992. A partir de 2000, ce sont plutôt les immigrés qui servent de cibles à la péjoration ligueuse. La participation de la Lega au pouvoir aux côtés de Silvio Berlusconi, l'échec retentissant en 2006 du référendum visant à fédéraliser et présidentialisier l'Italie, qui était son objectif premier depuis 1999, et, enfin, diverses affaires politico-financières ont contribué à son recul et à la démission d'Umberto Bossi en 2012. Matteo Salvini s'est imposé comme le nouveau leader, laissant de côté la Padanie pour se concentrer sur une opposition franche à l'immigration, à l'islam, à l'Union Européenne, aux Roms et aux réfugiés qui débarquent dans le sud italien depuis 2007. Cette stratégie s'avère porteuse, la Ligue remontant de 4% des voix aux élections législatives de 2013 à 13% aux régionales de 2015, et parvenant à réoccuper l'espace médiatique.

Le MNEL comporte également un parti tchèque. Ce fut d'abord l'Občanská konzervativní strana (Parti Civique Conservateur tchèque), remplacé soudainement courant 2016 et sans communiqué explicite par la formation Svoboda prima demokracie (Liberté et démocratie directe) – ex-parti Aube de la démocratie directe, reformé en 2015. Ce parti qui continue d'être dirigé par Tomio Okamura, est la seule formation du MNEL qui ne soit pas représentée au Parlement européen, et la substitution ne peut s'expliquer par la stratégie de normalisation puisque le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Nils Muižnieks, s'est inquiété en 2014 du fait que « Tomio Okamura, leader du parti de l'Aube de la démocratie directe, s'illustre fréquemment par des propos

racistes ». Aube de la démocratie directe a été fondée en 2013 par le sénateur Tomio Okamura, un « self made-man » de père coréo-japonais et de mère tchèque. Il prône la démocratie directe contre la corruption des élites nationales et européennes. Il développe un ton violemment anti-Roms (dont il prône l'expulsion vers l'Inde), islamophobe (il invite ses compatriotes à élever des porcs puis à les promener autour des mosquées), anti-immigration et pro-préférence nationale. Tomio Okamura épouse des positions outrancières, ce métis ayant soutenu un skinhead condamné pour meurtre à caractère racial. Après l'annonce par l'UE d'un accord sur la répartition des réfugiés en 2015, son mouvement a lancé une pétition comparant cet événement aux invasions du pays par le III^e Reich et par les troupes du Pacte de Varsovie, et exigeant un référendum quant à une sortie de l'Union. Son parti a également soutenu une manifestation anti-réfugiés particulièrement vindicative, à laquelle participaient entre autres des radicaux allemands du Nationaldemokratische Partei Deutschlands (NPD).

Quel groupe parlementaire ?

Sur cette base des eurodéputés du MNEL, Marine Le Pen parvient à former un groupe parlementaire en juin 2015, le groupe Europe des nations et des libertés (ENL). La comparaison avec les autres groupes parlementaires formés dès 2014 témoigne d'une banalité sociologique du groupe ENL : le taux de féminisation (34%) et l'âge moyen en 2014 (51 ans) y sont ainsi exactement les mêmes que pour l'ensemble des députés européens.

Aux eurodéputés du MNEL, le groupe ENL ajoutent les néerlandais du Parti de la Liberté de Geert Wilders (Partij voor de Vrijheid ; Pays-Bas). Dans les années 1990, ce dernier était l'assistant parlementaire du futur commissaire européen Frits Bolkestein, auteur ultra-libéral et européiste de la « directive services ». Lui-même député du parti libéral dès 1998, Geert Wilders ne le quitte qu'en 2006 pour fonder un PVV dont il est toujours le seul membre, rompant ainsi radicalement avec toutes les formes politiques établies. Sa stratégie consiste à pérenniser la dynamique de la Lijst Pim Fortuyn en l'orientant clairement à l'extrême droite d'autant qu'en 2004 l'assassinat du cinéaste Theo van Gogh par un islamiste achève de mettre à nu la crise culturelle des Pays-Bas. De son ancien mentor, il amplifie la méfiance envers l'immigration non-européenne, qu'il veut arrêter pendant au moins cinq ans. Il le suit dans sa volonté de réduire les prérogatives de l'État mais, se posant en défenseur du « hollandais moyen », il se bat contre l'allongement de l'âge de la retraite, la baisse des déductions fiscales sur l'épargne-retraite, et il fustige l'Union européenne en tant qu'« État nazi ». Il veut interdire le halal, le cachet, les minarets, la double nationalité, la construction de nouvelles mosquées et le Coran. Il se veut le champion des libertés des minorités (gays, juifs, femmes) contre les masses arabo-musulmanes, et a amplement influencé en ce sens les extrêmes droites européennes. Le reste de son programme est structuré par l'opposition entre

peuple et élites : rejet des élus, retour de l'autorité et des valeurs morales, aspect sécuritaire, introduction du référendum d'initiative populaire, mandat impératif. Il défend le rattachement de la Flandre aux Pays-Bas (la question d'un espace pouvant aller du Nord de la France aux Pays-Bas étant une proposition récurrente de l'extrême droite radicale dans cette zone). Il présente Israël comme une « sentinelle de l'Occident » et entretient de très bonnes relations avec son ministre de la Défense et ancien ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman (dirigeant du parti d'extrême droite Israël Beitenou, « Israël notre maison »). Après avoir atteint 15,4% des voix aux élections législatives de 2010, le PVV est entré dans la majorité parlementaire, mais non au gouvernement, sur un contrat de politique d'austérité économique et de lutte contre l'immigration. Les contre-performances électorales ensuite connues (le score aux élections européennes est passé de 17 à 13% entre 2009 et 2014) ont amené le PVV à se retirer de cette majorité et à miser sur un durcissement contre l'immigration et envers l'Union européenne. Ce rapprochement idéologique avec le FN s'est concrétisé par l'alliance partisane, alors que jusque là Geert Wilders désignait le FN comme un parti extrémiste et antisémite, pour faire valoir que lui-même ne l'était pas. Néanmoins Geert Wilders a limité la coopération de son parti au groupe parlementaire, et ne l'a pas intégré au MNEL. Sur le plan personnel, il a décidé de ne pas siéger au Parlement de Strasbourg.

Parmi l'ensemble de ces partis alliés, seul le FN adopte une conception économiquement interventionniste de l'État ; leur minima idéologique commun est l'islamophobie, le rejet de l'immigration extra-européenne, la revendication d'une démocratie plus directe. La composition idéologique et partisane du groupe ENL est plus révélatrice de la difficulté à articuler intégration au système et maintien de la charge subversive idéologique. Si d'emblée Jean-Marie Le Pen et Bruno Gollnisch ont été écartés du groupe ENL, celui-ci compte aussi, outre les partis membres, une eurodéputée exclue de l'United Kingdom Independence Party (UKIP), et deux eurodéputés polonais du Kongres Nowej Prawic (« Congrès de la Nouvelle droite »). L'alliance avec ce parti n'avait pas été antérieurement possible car son leader, Janusz Korwin-Mikke, fit la campagne des élections européennes en affirmant qu'Hitler n'était pas au courant de l'entreprise génocidaire et en mettant en cause le caractère non consensuel des viols.. Lors du lancement du MNEL, un communiqué du FN avait d'ailleurs vertement démenti qu'un tel parti puisse en être car ses « valeurs [étaient] étrangères aux siennes ». C'est l'évacuation de Janusz Korwin-Mikke qui a permis au KNP d'être estimé normalisé.

La création du groupe ENL a permis d'attirer de nouvelles personnalités politiques. Durant l'été 2015, il a obtenu le renfort du député roumain Laurențiu Rebegea, ancien du groupe Socialistes et démocrates, certes poursuivi pour blanchiment et corruption mais ayant le double mérite a) d'apporter une huitième nationalité ; b) de permettre au FN de sortir de l'espace des extrêmes droites locales, difficilement gérables de par leur nostalgie du fascisme roumain – ce qui avait jadis

causé quelques ennuis au FN. En avril 2016, l'eurodéputé d'Alternative für Deutschland (« Alternative pour l'Allemagne », fondé en 2013) Marcus Pretzell a rejoint le groupe. Cela participe de la dynamique idéologique de ce mouvement, aimanté en un sens islamophobe et anti-réfugiés par le phénomène PEGIDA (Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes, « Patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident ») qui allie critique de la présence en Europe des personnes issues des cultures musulmanes et demande d'une démocratie plus directe. Cette évolution de l'AFD a ensuite amené sa présidente, Frauke Petry, à rencontrer le leader du FPÖ, Heinz-Christian Strache, à la frontière entre leurs deux pays, mobilisant ainsi un signifiant pan-germaniste. L'apport de l'AFD au groupe ENL favorise également financièrement le groupe : sa subvention perçue en 2016 (3 222 261,08 €) devant ainsi augmenter en 2017. Bien sûr, cela ne saurait compenser les remboursements dus. Car, en 2015, le MNEEL a perçu 1 170 746 € de subventions européennes, et la Fondation pour l'Europe des nations et des libertés (FENL) en avait reçu 621 677 €. Or, des opérations de communication non-subventionnables ont été effectuées, et, surtout, le FN a attiré l'attention de la justice sur ces assistants, par une maladresse qui paraît redevable aux combats internes au parti. En effet, le numéro 2 du FN, Florian Philippot, n'a été classé que quatrième aux suffrages des militants lors du congrès de novembre 2014, alors que Marion Maréchal-Le Pen était première. Pourtant, en février 2015, Marine Le Pen a publié un nouvel organigramme du parti où les amis de sa nièce sont marginalisés, et où son premier conseiller a la part du lion. Mais cet organigramme portait 20 noms d'assistants du parlement européen ainsi dévolus aux tâches partisans. L'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales a donc entamé une enquête pour abus de confiance. En somme, la galaxie ENL a aujourd'hui quelques déboires financiers, puisque, pour 2015, le MENEL avait perçu 1 170 746 €, et son solde à reverser s'élève à 535 818,97 €, tandis que la FENL doit rembourser 248 893,72 € sur sa subvention de 621 677 €.

Quelle cohérence ?

Les positions de tous ces partis vis-à-vis de l'Union européenne ne sont pas homogènes, mais elles sont beaucoup plus conciliables qu'à l'époque de l'AEMN. Elles peuvent peu ou prou se résumer à deux espaces, l'un au souverainisme ultra (FN, PVV, KNP), l'autre critique envers l'UE mais non isolationniste (LN, VB, FPÖ, AfD). En fait, relativement à l'ensemble de l'espace allant des extrêmes droites radicales (Aube dorée, Jobbik) aux droites radicalisées (UKIP, AfD), le FN est dans une position médiane, et, de par sa longévité et son succès, sert de boussole : les radicaux lui empruntent des dynamiques de notabilisation, les droitiers se radicalisent selon son modèle. En outre, l'ensemble de ces mouvements connaissent une aimantation pro-russe : « : dans 93% des votes de juillet 2014 à juillet 2015, les députés ENL ont voté contre les résolutions défavorables aux intérêts du Kremlin ». Ce tropisme pro-russe s'accompagne d'une sympathie marquée pour le

gouvernement hongrois de Victor Orbán. Ce dernier ayant lui-même indiqué en 2014 que la Hongrie devait se tourner vers les pays eurasiatiques non-démocratiques mais performants dans la compétition économique globalisée, est-ce à dire que l'extrême droite européenne connaît une nouvelle phase d' « orientation à l'Est » ? Certes, les partis populistes savent réutiliser des éléments doctrinaux issus de l'extrême droite radicale afin de se forger une ligne. Toutefois, par-delà cet aspect, il est surtout patent que les démocraties illibérales qui se constituent à l'Est du continent européen viennent donner une forme institutionnelle à la droitisation connue par l'espace transatlantique, et par là-même présentent un débouché politique crédible pour les extrêmes droites.

La famille politique européenne du FN se situe dans le bloc des droites, et la participation de ses partenaires européens à des coalitions se fait sur des programmes économiquement euro-libéraux, complétés par la lutte contre l'immigration. Les partis nationaux-populistes permettent ainsi de construire un bloc politique d'alliance entre des catégories sociales ayant des intérêts économiques divergents, assurant la tenue de politiques euro-libérales, en les inclinant en un sens pour eux essentiel : la lutte contre l'immigration et le combat identitaire. Le discours social-interventionniste du FN ou social-populiste du FPÖ ne sont donc pas le signe d'un glissement « à gauche » de l'extrême droite, mais participent d'un libéralisme ethnicisé sous les contrecoups de la crise géopolitique de 2001, de la crise financière de 2008, et de la crise migratoire de 2015. Cependant, cette dynamique ne signifie pas non plus une insertion normalisée à l'espace des droites politiques européennes. La conception du monde de ces partis s'articule à la désignation d'un ennemi principal à la fois intérieur et extérieur : hier le communisme, puis le mondialisme cosmopolite, aujourd'hui l'Islam. Ce système de représentation est typique des extrêmes droites. Le logiciel idéologique évolue selon les changements géopolitiques, et ces partis récusent l'ordre géopolitique en vigueur. Ce sont bien là deux autres traits consubstantiels des extrêmes droites. L'intégration des partis nationaux-populistes et néo-populistes à l'espace public européen ne se paye donc pas par une perte de plus-value idéologique, encore moins par une fragilisation de leur assise électorale. En outre, la dénonciation de la crise migratoire et du caractère postdémocratique de l'Union européenne leur offre un socle revendicatif commun efficace qui leur permet d'éviter les disputes qui marquèrent les accords entre nationalistes européens depuis l'après-guerre.

Dans les médias

« Marine Le Pen a pris le leadership de l'extrême droite en Europe » ([LePoint.fr](https://www.lepoint.fr), 10 octobre 2016)

